



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Région Bourgogne Franche-Comté
Unité Départementale de Côte d'Or*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 66 DU - 6 FEV. 2017

PORTANT MISE EN DEMEURE

Société SETEO

Commune de SAINT APOLLINAIRE

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VUS ET CONSIDÉRANTS

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1, L.512-1, L.514-2 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 modifié autorisant la société SETEO à exploiter une installation de collecte et de traitement de déchets ;

Vu l'étude de danger adjointe à l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2016 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à la société SETEO par courrier du 19 décembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulé par courrier du 06 janvier 2017 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 24 octobre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a notamment constaté les faits suivants :

- le stockage de bois ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral en terme de volume (article 2 : rubrique 2714 : 1500 m3 et étude de danger associée) ;
- la société effectue une collecte d'huiles usagées sans être agréée.

CONSIDÉRANT la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande d'autorisation prévoit un volume de stockage de déchets de bois de classe B de 1500 m3 ;

CONSIDÉRANT que le non-respect du tonnage autorisé pour les déchets de bois est de nature à générer des risques non maîtrisés par l'exploitant ;

CONSIDERANT qu'aucun dossier de demande de modification n'a été déposé par la société SETEO ;

CONSIDERANT qu'aucun dossier de demande d'agrément de collecte d'huiles usagées n'a été déposé par la société SETEO ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SETEO de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral modifié ;

CONSIDERANT que l'article R 543-6 du code de l'environnement dispose que (...) le ramassage des huiles usagées, comprenant le regroupement, la collecte ou le transport de lots issus de plus d'un détenteur, ne peut être effectué que par les soins d'une ou plusieurs personnes physiques ou morales ayant reçu un agrément pour cette zone. Cet agrément est accordé aux clauses et conditions d'un cahier des charges définissant les droits et obligations du titulaire ;

CONSIDERANT la réunion du 31 janvier 2017 au cours de laquelle l'exploitant a explicité sa politique de réduction du stockage de déchets de bois de classe B et n'a pas eu d'objection sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure modifié,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

La Société **SETEO**, dont le siège social est situé Route de Gray – 21850 Saint Apollinaire, est mise en demeure, pour son établissement situé rue en Clairvot à Saint-Apollinaire (21850) :

- 1) de respecter **sous 4 mois** les dispositions de son arrêté préfectoral modifié concernant le stockage du bois de classe B sur le site ;
- 2) de déposer **sous 3 mois** un dossier de demande d'agrément de collecte d'huiles usagées dans les formes prévues par les articles R543 et suivants du Code de l'environnement, ou à défaut de cesser cette collecte.

Les délais fixés au présent article courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

L'exploitant maintient sa politique de réduction des apports de déchets de bois de classe B sur site et transmet mensuellement un état des stocks des déchets de bois de classe B en explicitant le différentiel entrée - sortie.

Toute nouvelle collecte d'huiles usagées est interdite, à compter de la notification du présent arrêté, sur le site visé à l'article 1 du présent arrêté jusqu'à l'obtention de l'agrément visé à l'article 1.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 4 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON (21000) sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de Saint Apollinaire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté
- M. le Directeur des Services d'Archives Départementales ;
- M. le Maire de Saint Apollinaire.
- *M. le Directeur de SETFO*

Fait à DIJON, le - 6 FEV. 2017

LA PRÉFÈTE

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général


Serge BIDEAU